

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

**Première session ordinaire  
du Conseil d'administration**

**Rome, 11 - 14 février 2002**

## PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 8 de l'ordre du  
jour

*Pour approbation*



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.1/2002/8/6**  
10 janvier 2002  
ORIGINAL: ANGLAIS

## INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT— MYANMAR 10066.1

### Aide aux rapatriés et aux groupes vulnérables de l'État de Rakhine Nord au Myanmar

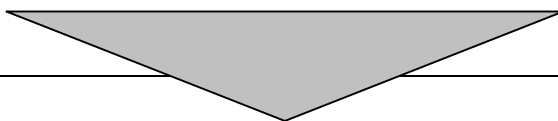
<b>Nombre de bénéficiaires</b>	<b>392 125</b>
<b>Femmes</b>	<b>231 354</b>
<b>Hommes</b>	<b>160 771</b>
Durée du projet	2 ans (1er juillet 2002–30 juin 2004)

#### Coût (dollars E.-U.)

Coût total pour le PAM	6 839 984
Coût total des produits alimentaires	3 366 000

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

# Note au Conseil d'administration



**Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur, Bureau régional pour l'Asie (ODB): M. J. Powell

Attaché de liaison principal, ODB: M. K. Sato

tél.: 066513-2383

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



# Résumé

L'Union du Myanmar compte une population de 50 millions d'habitants environ, formée de 135 groupes ethniques nationaux. C'est donc l'un des pays les moins densément peuplés de la région (72 habitants au kilomètre carré en moyenne). Avec un produit intérieur brut (PIB) annuel par habitant de 123 dollars E.-U. (1999–2000), le Myanmar est classé parmi les pays les moins avancés (PMA).

L'État de Rakhine Nord (ERN) est l'une des régions frontalières reculées du Myanmar. Géographiquement séparé du reste du pays par des montagnes à l'est, cet État a d'étroits liens ethniques et culturels avec le Bangladesh, pays voisin. L'ERN compte 800 000 habitants, dont 82 pour cent sont des musulmans originaires du sous-continent indien. Cette région, où la densité de population est l'une des plus élevées du Myanmar, est exposée à des tempêtes tropicales et à des violentes précipitations saisonnières, qui sont autant de facteurs susceptibles de compromettre les moyens de subsistance de la population. D'après les indicateurs économiques et sociaux de l'ERN, la population locale est parmi les plus vulnérables du pays.

L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 10066.1 du PAM sera articulée et coordonnée avec les autres projets d'aide en cours et prévus dans l'ERN. Elle reprend dans leurs grandes lignes les interventions de secours mises en œuvre de manière suivie par le PAM; l'aide au redressement sera limitée aux bénéficiaires exposés à des risques chroniques. La durée prévue pour l'IPSR est de deux ans, à compter du 1er juillet 2002.

L'objectif immédiat de l'IPSR 10066.1 est de combler le déficit alimentaire des personnes pauvres et vulnérables, en particulier pendant les périodes de déficit vivrier aigu. Ses objectifs à plus long terme sont les suivants: a) accroître la productivité agricole grâce à des systèmes d'irrigation plus performants et à une meilleure gestion des ressources naturelles; b) donner aux groupes vulnérables la possibilité d'acquérir et de conserver des actifs matériels et humains; c) faciliter l'accès aux marchés et aux services de base grâce à la réfection de l'infrastructure routière locale.

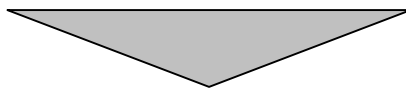
Les activités sont choisies conformément aux objectifs de la politique du PAM visant à favoriser le développement, qui prônent la réorientation des priorités relatives des ménages en faveur de la nutrition, de l'éducation et de la création d'actifs, et l'établissement de liens entre la consommation à court terme et la viabilité à long terme. Les activités peuvent être classées en trois grandes composantes: a) l'aide aux familles vulnérables, y compris les rapatriés, grâce à la distribution de rations de secours; b) l'enseignement scolaire au moyen d'activités vivres pour l'éducation et l'enseignement non scolaire au moyen d'activités vivres pour la formation; c) l'accroissement de la production agricole et la rénovation de l'infrastructure grâce aux activités vivres pour la création d'actifs communautaires. Au total, environ 59 pour cent des bénéficiaires seront des femmes.

Le PAM collaborera avec les communautés locales, les autres institutions des Nations Unies, les organisations non gouvernementales (ONG) et les homologues chargés de la coordination au sein du Gouvernement de l'Union du Myanmar. Des efforts particuliers seront déployés pour accroître le plus possible le rôle des communautés dans la planification et l'exécution du projet, notamment en associant les femmes à la distribution et à la gestion des produits alimentaires. On veillera également



à ce que les femmes aient voix au chapitre pour la sélection des projets à exécuter dans leur communauté et la gestion des actifs créés. Des méthodes participatives seront utilisées pour associer la communauté à tous les aspects de la mise en œuvre du projet.

## Projet de décision



Le Conseil d'administration approuve l'IPSR Myanmar 10066.1—Aide aux rapatriés et aux groupes vulnérables de l'État de Rakhine Nord au Myanmar (WFP/EB.1/2002/8/6).



## CONTEXTE ET JUSTIFICATION

### Analyse de la situation

1. L'Union du Myanmar couvre une superficie de 676 580 km<sup>2</sup>. Elle a une frontière commune avec la République populaire de Chine, la République démocratique populaire lao, le Royaume de Thaïlande, la République populaire du Bangladesh et la République de l'Inde. Elle est également bordée par la mer d'Andaman et le golfe du Bengale. Elle compte une population de quelque 50 millions d'habitants, formée de 135 groupes ethniques nationaux, et sa densité démographique moyenne est d'environ 72 personnes au kilomètre carré<sup>1</sup>.
2. Le Myanmar, qui est classé parmi les PMA, est situé au 125<sup>ème</sup> rang sur 174 pays selon l'indicateur du développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)<sup>2</sup>. Son PIB par habitant s'élève à environ 123 dollars<sup>3</sup>. Les familles dépensent en moyenne quelque 70 pour cent de leur revenu pour la nourriture<sup>4</sup>. Le Myanmar a fait par ailleurs l'objet de sanctions économiques sélectives.
3. La nutrition est un grave problème au Myanmar, en particulier parmi les femmes et les enfants. Les données récentes sont limitées, mais en 1997, le taux moyen de la malnutrition globale (rapport poids/âge) était de 28,22 pour cent<sup>5</sup>, cette mesure étant définie comme le pourcentage d'enfants âgés de 6 mois à 5 ans se situant au-dessous de 89 pour cent de la valeur prévue pour la population de référence.
4. L'État de Rakhine, dans le sud-ouest du Myanmar, a une frontière commune avec le Bangladesh. La région située au nord de l'État de Rakhine est appelée communément l'État de Rakhine Nord. Les montagnes de l'est séparent géographiquement l'ERN du reste du pays. Cette région comprend trois communes: Maungdaw, Buthidaung et Rathedaung. Son déficit vivrier annuel, compris entre 20 000 et 40 000 tonnes selon les estimations, est aggravé par le manque d'infrastructures, la variabilité des conditions climatiques, l'insuffisance des intrants agricoles et des réseaux d'irrigation, le manque d'accès à la propriété foncière et les restrictions visant le commerce du riz.
5. Les faibles indicateurs sociaux et économiques de la région reflètent les conditions de vie dans l'ERN. Selon les estimations, le taux d'alphabétisation des adultes est de 32 pour cent<sup>6</sup>, ce qui est nettement inférieur à la moyenne nationale. Environ 57 pour cent des enfants de l'ERN âgés de 5 à 9 ans sont inscrits à l'école primaire<sup>7</sup>. Le rapport personnel

<sup>1</sup> Myanmar, Faits et chiffres, Ministère de l'information, Union du Myanmar, 2000.

<sup>2</sup> Rapport mondial sur le développement humain, 2000 PNUD.

<sup>3</sup> Annuaire statistique, 1998, Organisation centrale des statistiques, Ministère du plan national et du développement économique, Yangon, Myanmar, 1998. La valeur du PIB en kyats (44 424 kyats par an) a été convertie selon le taux de change officiel des Nations Unies de décembre 2000.

<sup>4</sup> Rapport de 1997, Enquête sur les revenus et les dépenses des ménages, Organisation centrale des statistiques, 1999.

<sup>5</sup> Annuaire statistique, 1998, Organisation centrale des statistiques, Ministère du plan national et du développement économique, Yangon, Myanmar, 1998.

<sup>6</sup> Chiffre établi d'après le recensement de 1983, tel qu'il est reporté dans l'analyse de la situation des femmes et des enfants au Myanmar, UNICEF, 1999.

<sup>7</sup> Analyse typologique à indicateurs multiples, Ministère de la planification de la santé, Ministère de la santé et Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), 1997.



médical/malade (1/46 000) et l'accès des pauvres aux centres de santé (un centre pour 42 000 habitants) sont inférieurs aux chiffres enregistrés dans le reste du pays<sup>8</sup>.

6. L'ERN compte environ 800 000 habitants. Plus de 80 pour cent d'entre eux sont des musulmans originaires du sous-continent indien, le reste de la population étant originaire de Rakhine et principalement bouddhiste. Les musulmans de la région sont intégrés dans la culture, les traditions et la vie du Myanmar en général, mais ils partagent aussi la culture, la langue et la religion des habitants du Bangladesh. Le manque de données fiables sur la date de leur arrivée dans l'ERN ainsi que des différences ethniques et culturelles sont à l'origine de pratiques limitant le rôle qu'ils pourraient jouer en tant que minorité ethnique. La majorité des habitants de l'ERN n'ont pas la citoyenneté du Myanmar, ce qui a des conséquences sur leur vie dans d'autres domaines<sup>9</sup>. Les femmes et les enfants souffrent plus gravement de cette situation que l'ensemble de la population.
7. Les conditions peu favorables régnant dans l'ERN ont provoqué deux départs en masse de la population musulmane vers le Bangladesh. Le premier, en 1978, a concerné environ 200 000 personnes. Cet incident s'est répété en 1991–1992, lorsque environ 250 000 personnes ont quitté l'ERN. Aucun exode majeur ne s'est produit depuis, bien que certaines organisations travaillant dans l'ERN et au Bangladesh continuent de signaler une émigration intermittente de ménages en direction du Bangladesh. Les départs en masse s'expliquent principalement par l'insécurité alimentaire, associée à la pauvreté et au faible espoir d'amélioration économique.

### Mesures prises par le PAM à ce jour

8. L'aide du PAM au Myanmar a été axée sur l'ERN, où vivent 99 pour cent des rapatriés. Au titre de l'intervention qui a commencé en 1994, le PAM est venu en aide à quelque 200 000 rapatriés.
9. L'intervention la plus récente a commencé en avril 1994 et s'inscrit dans le cadre du mémorandum d'accord signé entre le gouvernement et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), au titre duquel le PAM a fourni des vivres qui ont fait l'objet de distributions générales aux rapatriés. Ces interventions ont été élargies pour inclure des activités vivres-contre-travail (VCT) en 1994, puis des activités vivres pour la formation en 1996. Comme dans le cas des autres institutions des Nations Unies, la portée et la nature de toutes les interventions du PAM sont soumises aux directives du Secrétaire général des Nations Unies et aux décisions de l'Assemblée générale<sup>10</sup>. Au cours de la même période, d'autres groupes vulnérables, en plus des rapatriés, ont été inclus parmi les bénéficiaires. Avant l'IPSR actuelle (10066.0), le PAM a apporté une aide à quelque 620 000 personnes exposées à l'insécurité alimentaire en leur distribuant environ 27 000 tonnes de produits alimentaires (chiffre estimatif), dont le coût pour le Programme s'élevait à 11,12 millions de dollars.
10. Dans le cadre de la présente IPSR d'une durée de deux ans, le PAM prévoit de distribuer 19 800 tonnes d'aide alimentaire à 392 125 bénéficiaires, pour un coût total pour le

<sup>8</sup> Évaluation des besoins en éducation dans l'ERN, Étude conjointe de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et du Ministère de la planification de l'éducation, 1999.

<sup>9</sup> Selon la Loi birmane sur la citoyenneté (1982), la majorité des habitants de l'ERN ont des difficultés à obtenir la citoyenneté du Myanmar.

<sup>10</sup> Résolution originale de l'Assemblée générale des Nations Unies de 1991 (1991/46/132) accompagnée des résolutions annuelles, y compris la plus récente datant du 2 novembre 2000 (A/C.3/55/L.38).



Programme de 6,8 millions de dollars (y compris le coût des produits alimentaires qui est de 3,3 millions de dollars).

### Politiques et programmes de redressement du gouvernement

11. Les politiques du gouvernement visant à renforcer la sécurité alimentaire du pays sont bien formulées, mais leur application laisse à désirer. Les tentatives de fournir davantage d'intrants et de matériel agricoles aux cultivateurs n'ont bénéficié qu'à un petit nombre, du fait des difficultés de distribution et d'accès. La sécurité alimentaire reste un grave problème dans l'ERN.
12. Le gouvernement a pris certains engagements pour faciliter la réinstallation et la réintégration des rapatriés dans l'ERN. À la suite de l'exode de la population en 1992, les Gouvernements du Myanmar et du Bangladesh ont élaboré conjointement un plan de rapatriement permettant à environ 45 000 des 250 000 réfugiés de regagner le Myanmar, avant l'intervention du HCR en 1994. En mai 2000, le gouvernement a octroyé des terres à bail à quelque 500 personnes participant à l'activité d'agroforesterie de la Société coopérative pour l'aide au monde entier (CARE), soutenue par le PAM, ce qui a marqué une évolution positive notable des politiques en matière de régime foncier.

### Justification

13. La persistance de l'insécurité alimentaire des ménages, le besoin urgent de services essentiels et l'engagement limité du gouvernement envers ces populations sont de bonnes raisons pour entreprendre des activités de redressement et justifient la poursuite des interventions du PAM.
14. Les donateurs ont apporté un soutien énergique à l'opération des Nations Unies dans l'ERN. Malgré les incertitudes liées à la complexité de la situation politique, les missions sur place s'accordent à penser que l'aide internationale dans la région est tout à fait nécessaire pour poursuivre les efforts déployés dans le passé ainsi que pour assurer la survie des groupes les plus vulnérables et protéger leurs moyens d'existence.
15. La présente IPSR, qui devrait couvrir la période allant du 1er juillet 2002 au 30 juin 2004, sera mise en œuvre en coordination avec l'initiative dirigée par le PNUD prévue dans l'ERN. Le plan du PNUD constitue un cadre commun des Nations Unies pour l'aide apportée à l'ERN après le retrait attendu du HCR. Selon ce plan, toutes les institutions des Nations Unies intervenant dans l'ERN travailleront de manière complémentaire en vue d'apporter des secours humanitaires et une aide au redressement. Le PAM entend jouer un rôle clé dans cette initiative et il se propose, au titre de l'IPSR, d'être associé aux activités concernant les quatre types de besoins des bénéficiaires mis en évidence: la sécurité alimentaire, la formation aux activités rémunératrices, l'enseignement de base, les ressources naturelles et l'infrastructure de transport rural.

---

## STRATÉGIE DE REDRESSEMENT

### Besoins des bénéficiaires

16. Le PAM a procédé en mars 2000 à un examen du programme, dont les résultats ont été associés aux évaluations de la sécurité alimentaire et des récoltes conduites par les institutions partenaires, afin de définir les domaines d'intervention possibles.



17. Ces diverses évaluations ont permis de mettre en évidence les quatre types de besoins fondamentaux des bénéficiaires:

### **Sécurité alimentaire**

18. La sécurité alimentaire est un problème chronique dans l'ERN, notamment avant les récoltes (de juillet à septembre), lorsque les offres d'emploi sont limitées. On estime que, plus de la moitié des habitants de l'ERN est exposée à l'insécurité alimentaire. Les femmes, dont les revenus ne représentent que la moitié ou les deux tiers de ceux des hommes, sont de manière générale les premières exclues du marché du travail pendant les périodes de détresse.
19. La principale forme d'activité économique dans l'ERN étant l'agriculture, la terre est le bien de production le plus important pour améliorer la sécurité alimentaire. Cependant, en raison de facteurs liés à la gouvernance et à la pauvreté, moins de la moitié des habitants de l'ERN ont accès à la terre. Nombre de ceux qui ont le droit d'exploiter la terre ne sont pas en mesure d'obtenir des rendements élevés faute d'intrants essentiels (animaux de trait et engrais, semences de bonne qualité et pesticides).
20. Lorsque la nourriture manque, les ménages marginalisés réduisent leur apport alimentaire en sautant des repas et/ou en diminuant la quantité de nourriture consommée à chaque repas. Certains vendent leurs maigres biens ou s'endettent pour couvrir leurs besoins de base. D'autres envoient leurs enfants travailler pour compléter le revenu familial. La nécessité de faire face aux besoins alimentaires immédiats compromet la sécurité alimentaire à long terme, car les expédients utilisés portent atteinte au capital familial. Dans cette culture, comme dans de nombreuses cultures en général, les femmes mangent en dernier.

### **Santé et nutrition**

21. Certains des facteurs fondamentaux ayant une incidence sur l'état nutritionnel des habitants de l'ERN sont les suivants: consommation insuffisante de nourriture, mauvaises habitudes alimentaires, absence d'éducation nutritionnelle et accès limité à des soins de santé de qualité. En dépit de la promotion active dont ont fait l'objet certains micronutriments, tels la vitamine A et l'iode, et de leur distribution dans les régions frontalières reculées par des institutions des Nations Unies et des ONG, l'apport alimentaire des mères et des enfants dans l'ERN reste insuffisant. Actuellement, peu d'activités en cours dans la région sont spécifiquement consacrées à la nutrition.

### **Enseignement et formation**

22. La scolarisation des enfants n'implique pas seulement le paiement de frais de scolarité, mais aussi une perte de revenu dans le cas où les enfants cessent de travailler. En raison des comportements socioculturels dominants, l'éducation des filles n'est pas considérée comme une priorité.
23. Avant le programme du PAM vivres pour la formation en 1996, les filles représentaient moins de 32 pour cent du total des élèves inscrits à l'école primaire. Grâce aux efforts du Programme, le nombre de filles scolarisées a considérablement augmenté, passant d'environ 12 000 en 1996 à 36 500 en 2000. Il a donc été nécessaire d'accroître le nombre d'instituteurs afin de maintenir une proportion acceptable d'élèves par enseignant (voir paragraphes 38 à 42).
24. Pour gagner leur vie, la majorité des habitants de l'ERN n'ont que leur force de travail; leur revenu est donc insuffisant pendant la saison précédant la récolte car les emplois





agricoles sont alors limités. Ils tireraient profit d'une formation professionnelle qui leur permettrait d'acquérir les compétences de base nécessaires pour améliorer leur situation économique avec une technologie simple et un capital initial minimum.

### **Infrastructure rurale**

25. L'infrastructure de l'ERN est insuffisante, ce qui entrave les déplacements aux niveaux des villages et des communes. Il est particulièrement difficile d'accéder aux écoles, aux services de santé de base et aux marchés pendant la longue saison de la mousson (de mai à octobre), lorsque les routes non pavées sont rendues quasi impraticables par les pluies torrentielles. L'insuffisance de l'infrastructure nuit également à la cohésion sociale, les difficultés d'accès réduisant les possibilités d'interaction et de participation des communautés.
26. Les membres des communautés ont exprimé l'importance qu'ils attachent à la poursuite de la réfection de l'infrastructure (routes, ponts et caniveaux). D'après l'évaluation technique du PAM portant sur les ouvrages de barrage réalisée en 2000 par un ingénieur consultant, il est recommandé d'apporter des améliorations techniques à l'infrastructure agricole, afin d'améliorer la sécurité tout en permettant aux agriculteurs d'exploiter pleinement les possibilités offertes par les terres arables pendant la saison sèche.

### **Ciblage des bénéficiaires**

27. Grâce à des consultations très fréquentes avec les communautés concernant l'application des critères de vulnérabilité, le PAM a ciblé les groupes les plus vulnérables et les plus démunis, à savoir: les ménages dirigés par une femme<sup>11</sup>, les personnes âgées, les orphelins, les paysans sans terre, les handicapés physiques et mentaux, les filles fréquentant l'école primaire et les rapatriés. Au total, 392 125 bénéficiaires, dont environ 231 354 femmes (soit 59 pour cent), recevront une aide chaque année au titre de la présente IPSR.

#### **VENTILATION PAR SEXE DES ACTIVITÉS ET DES TYPES DE BÉNÉFICIAIRES**

<b>Composante</b>	<b>Activité</b>	<b>Groupe cible</b>	<b>Femmes (%)</b>	<b>Hommes (%)</b>
Secours	Aide aux familles vulnérables et aux rapatriés	Rapatriés, ménages dirigés par une femme, paysans sans terre	87	13
	Vivres pour l'éducation et vivres pour la formation	Ménages dirigés par une femme, filles scolarisées dans le primaire	87	13
Redressement	Vivres pour la création d'actifs communautaires	Paysans sans terre, travailleurs saisonniers	50	50
<b>Total</b>			<b>59</b>	<b>41</b>

### **Rôle de l'aide alimentaire**

28. L'aide alimentaire du PAM a aidé les populations les plus exposées à des risques chroniques, principalement les femmes et les enfants, à faire face au déficit vivrier de

<sup>11</sup> Par "ménages dirigés par une femme" on entend les femmes dirigeant un ménage et les personnes qui sont à leur charge, ainsi que les veuves seules sans personne à charge, c'est-à-dire les ménages composés d'une seule personne.



l'ERN. À court terme, elle sert de filet de protection à ceux dont la survie serait menacée en l'absence d'un tel mécanisme. Les habitants de l'ERN préfèrent recevoir des vivres plutôt que de l'argent, les effets étant plus immédiats lorsqu'il est difficile et onéreux de se procurer de la nourriture, notamment avant la récolte.

29. À plus long terme, l'aide alimentaire contribue à renforcer la capacité d'adaptation des bénéficiaires en créant des conditions favorables à leur autonomie. Utilisée de cette manière, elle encourage les bénéficiaires à participer à des programmes de création d'actifs qui consolideront la sécurité alimentaire à moyen et long termes. C'est au niveau des actifs humains et/ou matériels qui subsistent une fois les produits consommés, que se situe la valeur ajoutée par l'aide alimentaire.

### Les approches de l'intervention

30. Grâce au ciblage géographique qui sera effectué au moyen de techniques d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV), le PAM déterminera les zones les plus exposées à l'insécurité alimentaire. Des méthodes participatives seront utilisées pour mobiliser la communauté à tous les niveaux de l'exécution du projet, y compris le choix des bénéficiaires et l'évaluation des activités. Pour ce faire, le PAM coordonnera ses efforts avec les organisations partenaires, notamment les ONG, pour s'assurer que des intrants complémentaires sont mis à la disposition des communautés. En ce qui concerne la sélection des activités à entreprendre puis le contrôle exercé sur les actifs créés, la priorité absolue sera donnée aux femmes. Leur rôle sera renforcé, en particulier dans la gestion et la distribution des vivres.

### Évaluation des risques

31. Les risques éventuels, susceptibles de retarder la mise en œuvre de l'IPSR et de compromettre sa réussite, sont les suivants:
- le fléchissement du soutien financier des donateurs et de leur approbation de principe;
  - une catastrophe naturelle; et
  - l'absence de partenariats pour l'exécution du projet à l'échelon local.

### Objectifs et buts

32. Le but essentiel du projet est de permettre aux groupes vulnérables de l'ERN, y compris les rapatriés, de se relever et de stabiliser leur situation en améliorant leur sécurité alimentaire grâce à la distribution de vivres, la priorité étant donnée aux femmes et aux enfants. Dans toutes les activités, le PAM cherchera à atteindre les cinq objectifs de la politique visant à favoriser le développement, en intensifiant les activités de plaidoyer, en renforçant les capacités et en recherchant des partenariats.
33. Les objectifs de l'intervention sont de combler le déficit alimentaire des ménages vulnérables pendant les périodes de déficit vivrier chronique grâce aux stratégies suivantes:
- a) fournir des secours alimentaires aux rapatriés ainsi qu'aux ménages chroniquement vulnérables pendant la période de soudure;
  - b) donner aux groupes vulnérables la possibilité d'acquérir et de conserver des actifs sociaux et économiques;
  - c) promouvoir le développement humain en favorisant l'inscription et l'assiduité des filles à l'école primaire;



- d) accroître la productivité agricole toute l'année grâce à la mise en place d'ouvrages d'irrigation plus performants et à une meilleure gestion des ressources naturelles;
- e) faciliter l'accès aux marchés et aux services de base en rénovant et en améliorant l'infrastructure locale.

## PLAN D'EXÉCUTION

### Principales composantes de l'intervention

34. Le PAM met en œuvre les activités de secours et de redressement suivantes en accord avec les directives du Secrétaire général des Nations Unies préconisant l'adoption d'une approche cohérente à l'échelle du système pour les activités des Nations Unies au Myanmar.

#### *Opérations prolongées de secours*

##### **Activité 1: Secours en faveur des groupes vulnérables et des rapatriés**

35. Le PAM fournira une aide alimentaire à environ 5 000 rapatriés qui ont quitté l'ERN lors de l'exode de 1992 et devraient y revenir, à leur demande, au cours de l'IPSR envisagée. Chaque rapatrié recevra une ration alimentaire mensuelle de 25 kilogrammes pendant six mois. La durée de l'aide semble appropriée, puisque les récoltes ont lieu deux fois par an dans l'ERN. L'attribution d'une ration de six mois devrait laisser le temps aux rapatriés d'entreprendre des cultures et d'engranger une récolte.
36. Outre les rapatriés, le PAM couvrira les besoins alimentaires des autres groupes vulnérables, au titre de l'activité Aide aux familles vulnérables. La période couverte par cette aide est déterminante car elle doit permettre de combler le déficit vivrier enregistré avant la récolte (de juillet à septembre), lorsque la nourriture est rare et onéreuse. Le PAM travaille en collaboration avec les villageois de manière à ce qu'ils désignent eux-mêmes les personnes et les familles les plus vulnérables de leur communauté. Parmi les personnes le plus souvent désignées comme vulnérables figurent:
- les ménages dirigés par une femme;
  - les enfants de moins de 16 ans;
  - les veuves sans soutien;
  - les personnes âgées (60 ans et plus); enfin,
  - les handicapés physiques et/ou mentaux vivant seuls.
37. Les familles bénéficiaires recevront 100 kilogrammes de riz en deux distributions égales pendant la période précédant la récolte. Afin de les aider à subvenir à leurs propres besoins, les membres de ces familles seront encouragés à suivre une formation professionnelle organisée en collaboration avec la Société de la Croix-Rouge du Myanmar (SCRM) et avec d'autres ONG. Au total, environ 62 000 personnes (5 000 rapatriés et 57 000 personnes vulnérables) bénéficieront de l'aide alimentaire du PAM au titre de cette composante. Conformément aux Engagements du PAM en faveur des femmes, 87 pour cent des bénéficiaires des secours seront des femmes.

##### **Activité 2: Enseignement scolaire grâce à l'activité vivres pour l'éducation; formation professionnelle grâce à l'activité vivres pour la formation**



### *Vivres pour l'éducation*

38. L'activité vivres pour l'éducation vise à augmenter le taux d'inscription des filles dans le primaire. Étant donné que ce sont essentiellement les mères qui s'occupent de la famille, celles qui ont reçu une instruction dans leur jeune âge ont plus de chances de posséder les connaissances et les compétences nécessaires pour veiller à la santé de leur famille.
39. Le PAM met en œuvre actuellement ce type d'activité vivres pour l'éducation dans 95 pour cent des écoles primaires de l'ERN, depuis le jardin d'enfants jusqu'à la cinquième année d'études (correspondant à des enfants de 10 ans environ). Les écolières qui répondent au critère d'assiduité —présence pendant au moins 80 pour cent de l'année scolaire— ont droit à 15 kilogrammes de riz par mois, soit une ration totale de 90 kilogrammes, en trois distributions bimestrielles. Depuis le début de l'intervention du PAM en 1996, le pourcentage de filles scolarisées dans le primaire par rapport à celui des garçons est passé de 32 à 57 pour cent. Il est essentiel de poursuivre cette activité au cours de l'IPSR proposée afin de maintenir les acquis obtenus et de faire valoir l'importance de l'instruction pour les filles.
40. Dans le cadre de la même activité, le PAM subvient également aux besoins des "enseignants soutenus par le PAM" afin d'accroître les effectifs du corps enseignant des écoles primaires. Ces enseignants sont choisis en fonction des critères suivants:
- avoir terminé la neuvième année d'études;
  - avoir plus de 18 ans;
  - avoir enseigné;
  - ne pas être fonctionnaire;
  - avoir obtenu le certificat de formation des instituteurs (de préférence);
  - être de sexe féminin (de préférence).
41. Les enseignants soutenus par le PAM qui ont assuré les cours pendant plus de 90 pour cent de l'année scolaire ont droit à 100 kilogrammes de vivres par mois, à titre d'honoraires. Cette quantité est considérée comme une ration suffisante pour une famille moyenne de cinq personnes; son équivalent monétaire représente légèrement moins que le salaire de base d'un enseignant fonctionnaire.
42. L'activité vivres pour l'éducation bénéficiera au total à 105 000 filles et à 1 250 instituteurs<sup>12</sup>.

### *Vivres pour la formation*

43. Le PAM soutient les activités de formation professionnelle organisées par la SCRM et par d'autres ONG, comme le tissage de filets de pêche, la fabrication de produits artisanaux en bambou et la confection. Ces activités renforcent les avantages à long terme de l'aide alimentaire dans la mesure où elles permettent aux bénéficiaires d'acquérir les compétences nécessaires pour s'engager dans des activités rémunératrices qu'ils peuvent conserver toute leur vie. Lors de la sélection des stagiaires, les femmes vulnérables telles que les veuves seules et les femmes chefs de famille, définies selon les critères de l'aide aux familles vulnérables, auront la priorité. Ces compétences en matière d'activités rémunératrices, associées à des prêts d'un faible montant, auront pour avantage de permettre aux femmes vulnérables de devenir plus autonomes et indépendantes. Les stagiaires reçoivent 3,5 kilogrammes de vivres par jour de formation, soit une ration

<sup>12</sup> Certains des bénéficiaires peuvent recevoir des rations chacune des deux années de l'IPSR.



standard pour une famille de cinq, à raison de 700 grammes par personne, afin de compenser les vivres ou les revenus perdus en raison du temps consacré à la formation.

44. La formation professionnelle concernera environ 40 000 bénéficiaires, dont environ 60 pour cent de femmes.

### **Redressement**

#### **Activité 3: Infrastructure et agriculture: vivres pour la création d'actifs communautaires**

45. Le PAM exécutera et soutiendra, dans le cadre de programmes vivres pour la création d'actifs communautaires, des activités visant à faciliter les déplacements de la population tout au long de l'année, ce qui améliorera la productivité agricole dans l'ENR. Conformément à la politique du PAM visant à favoriser le développement, ces activités sont conçues pour assurer des avantages durables aux habitants et/ou à la communauté dans son ensemble. Chaque participant reçoit une ration de 3,5 kilogrammes par jour de travail en tant qu'honoraires, soit 700 grammes de produits alimentaires par jour et par personne, sur la base d'une famille de cinq. Diverses sorte d'articles non alimentaires (cailloux, graviers, caniveaux, ponts et déversoirs) sont nécessaires pour mener ces travaux à bien, et leur coût sera inscrit au budget des Autres coûts opérationnels directs.
46. Le PAM aidera à construire et à remettre en état les chemins d'accès aux villages (non carrossables), initiative jugée prioritaire par les communautés, afin de faciliter l'accès aux équipements et aux services de base, tels que les marchés et les écoles. L'amélioration du réseau des chemins villageois permettra également de renforcer les interactions sociales au niveau local, notamment la participation des femmes aux activités d'aide sociale des communautés. Dans le cadre des accords de projet conclus entre le PAM et le comité de développement villageois<sup>13</sup>, une fois les travaux achevés, la gestion et l'entretien à long terme des chemins d'accès villageois sont confiés au comité de développement. En outre, le PAM et le HCR gèrent conjointement le projet routier communal. Ce projet a été lancé à la demande des communautés qui souhaitent un réseau routier plus complet et plus durable entre les principales villes, pour le transport des produits agricoles à destination et en provenance des marchés et pour faciliter l'accès aux centres de santé régionaux.
47. Afin d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages et d'exploiter pleinement le potentiel des terres arables de l'ERN, le PAM a contribué à la construction de huit barrages pour stocker l'eau en excédent durant la longue saison des pluies (de mai à octobre), et obtenir ainsi une double récolte pendant la saison sèche. La présente IPSR cherchera également à perfectionner les ouvrages existants sur le plan technique, compte tenu de la situation locale, tout en améliorant leur qualité. On examinera par ailleurs s'il est nécessaire de construire de nouveaux ouvrages pour accroître la productivité agricole dans les zones où aucune construction n'a encore été réalisée. Des activités agricoles supplémentaires seront menées en partenariat avec d'autres institutions, dans les domaines de la constitution de réserves de semences améliorées et de la protection des terres agricoles menacées par l'eau salée.
48. Le PAM soutient également les activités agroforestières<sup>14</sup> mises en oeuvre par CARE pour promouvoir des techniques agricoles durables et aider les participants à subvenir à

<sup>13</sup> Le comité de développement villageois est un organe communautaire mis en place par le HCR.

<sup>14</sup> L'agroforesterie est un système de gestion des ressources où l'agriculture, l'élevage, les arbres et les arbustes se complètent et procurent aux ménages agricoles des avantages à court ou long terme.



leurs propres besoins à moyen ou long terme. Les participants, pour la plupart des villageois sans terre, reçoivent chacun un acre de terre pour cultiver leurs propres cultures. Le PAM prévoit de leur attribuer des rations alimentaires pour les dédommager de leur apport de main-d'œuvre. On considère que neuf mois est le temps minimum nécessaire pour préparer la terre avant qu'elle ne soit productive. Un peu avant la suppression de l'aide alimentaire, une évaluation conjointe sera réalisée avec CARE pour évaluer l'efficacité des méthodes appliquées et l'adéquation de la durée prévue pour la fourniture des rations.

49. Au total, les activités vivres pour la création d'actifs communautaires bénéficieront à environ 130 000 participants, dont 50 pour cent de femmes. La participation des femmes à des activités de ce type se déroulant à l'extérieur est limitée du fait des contraintes religieuses et culturelles. Conscient de ce problème, le PAM continuera d'encourager la démarginalisation des femmes en renforçant les activités de plaidoyer, tout en proposant de nouvelles activités culturellement mieux acceptées afin de donner aux participantes la possibilité de sélectionner, de créer et gérer les actifs. Les activités vivres pour la création d'actifs communautaires qui ont été fructueuses dans d'autres pays présentant des caractéristiques sociales et démographiques analogues, tels le Bangladesh et l'Inde, seront prises en considération de leur transposition au Myanmar. Les activités considérées par les femmes comme culturellement acceptables auront la priorité. D'autres activités durables de ce type — parmi lesquelles la création d'étangs de pisciculture, la construction de petits barrages et la production maraîchère saisonnière — seront étudiées.

### Sélection des activités

50. Le PAM veut privilégier les activités conformes aux critères définis dans la politique visant à favoriser le développement<sup>15</sup>, qui souligne le lien entre la consommation alimentaire à court terme et la création d'actifs durables. Lors du choix des activités, des consultations conjointes entre le PAM et les autres institutions seront organisées régulièrement pour garantir un soutien mutuel et une cohérence dans l'exécution du projet ainsi que pour bénéficier des meilleures méthodes utilisées. Les propositions des communautés où la participation et le désir de s'entraider sont les plus forts seront accueillies très favorablement. Les propositions présentées par le biais des comités de développement villageois ont un avantage supplémentaire car elles garantissent la représentation des femmes. Les activités choisies seront en général à petite échelle et implantées dans les communautés.
51. L'IPSR soutiendra en priorité les activités présentant les caractéristiques suivantes:
- avoir un bon rapport coût-efficacité;
  - bénéficier aux groupes vulnérables, notamment aux femmes et aux enfants, dans les régions exposées à l'insécurité alimentaire;
  - émaner des communautés où les femmes jouent un rôle actif dans le processus de sélection;
  - chercher à renforcer l'autonomie des femmes et la parité entre hommes et femmes, et à faire prendre conscience de l'importance de ces deux questions;
  - défendre la cause des pauvres qui ont besoin de nourriture;
  - encourager le renforcement et la cohésion des communautés;

<sup>15</sup> Favoriser le développement, WFP/EB.A/99/4-A, 30 avril 1999.





- rechercher des accords de collaboration avec des partenaires apportant une valeur ajoutée;
- favoriser les moyens d'existence durables grâce à la création d'actifs.

### Mécanisme d'approbation des activités

52. Le personnel de terrain du PAM incite les communautés vulnérables à examiner les activités concernant leur communauté dans le cadre d'un processus d'identification communautaire. Ce processus sera généralement mis en œuvre par l'intermédiaire du comité de développement villageois, qui garantit la participation des femmes. Toutes les propositions élaborées à l'échelon local, soumises au PAM, sont examinées au préalable par les responsables compétents des unités des bureaux de pays et de terrain, afin de vérifier qu'elles sont conformes aux buts et aux objectifs du projet. Après cet examen initial, l'activité est soumise au comité d'examen des propositions de l'ERN.
53. Ce comité comprend cinq agents de terrain du PAM et des personnels des autres organisations concernées, selon le cas. Les propositions sont évaluées en fonction d'un ensemble de critères, notamment: les types de bénéficiaires, la sensibilité à la problématique hommes-femmes, le rapport coût-efficacité, la participation/contribution des communautés, le calendrier du projet, le respect de l'environnement, et les possibilités ainsi que le besoin de partenariats.

### Dispositif institutionnel et choix des partenaires

54. Pour la mise en œuvre du projet, le PAM coopère actuellement avec le HCR, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), trois ONG internationales et une organisation locale, et il poursuivra cette collaboration pour toute initiative concertée future. Partenaire actif de l'Équipe de pays des Nations Unies et du bilan commun de pays, le PAM collaborera avec les autres institutions des Nations Unies pour définir et mener à bien les opérations au Myanmar. Les partenariats avec des ONG seront également consolidés pour venir en aide aux populations les plus démunies à l'échelon local. Grâce à la mobilisation des ressources, la planification des projets, le soutien technique et le renforcement des capacités, qui seront menés conjointement, le PAM pourra améliorer l'efficacité et la rentabilité de ses activités. Pour chacun de ses partenariats, le PAM conclut un accord formel stipulant clairement les objectifs, les obligations et les responsabilités, ainsi que les Engagements du PAM en faveur des femmes.
55. Le PAM continuera de demander aux organisations communautaires et aux comités de développement villageois de participer à la sélection des bénéficiaires et des domaines d'activité, ainsi qu'aux tâches liées à l'évaluation et à la gestion des produits alimentaires. On s'attachera en particulier à accroître la participation des femmes aux organisations communautaires, ainsi qu'il est indiqué à l'Activité 2.
56. Le PAM continuera également de coopérer avec plusieurs ministères à propos des questions concernant les rapatriés, notamment: le Service de l'immigration et de l'état civil national, le Ministère des zones frontalières, des ethnies nationales et du développement, et le Ministère de l'aide sociale, des secours et de la réinstallation.

### Renforcement des capacités

57. Avec le soutien des institutions partenaires, le PAM entreprendra à l'intention des organisations communautaires des activités de formation, portant notamment sur les techniques de définition et de résolution des problèmes ainsi que sur le stockage des



produits à petite échelle. On s'efforcera de renforcer le rôle joué par les communautés dans la gestion des actifs communautaires créés grâce aux activités du PAM. La participation des femmes sera encouragée dans tous les domaines de formation. Le personnel du PAM et les partenaires d'exécution bénéficieront par ailleurs d'une formation spécifique pour développer leurs connaissances dans plusieurs domaines: suivi et évaluation des projets, méthodes d'évaluation rapide en milieu rural, analyse des données, gestion logistique, problématique hommes-femmes et autres questions, selon les besoins.

### Dispositif logistique

58. Le riz est le seul produit requis au titre de la présente IPSR. Il est acheté sur place et réceptionné à Sittwe, la capitale de l'État de Rakhine, puis transporté par bateau jusqu'aux quatre entrepôts du PAM dans l'ERN. Pendant la distribution, des points de livraison avancés (PLA) temporaires sont ouverts sur huit autres sites afin de faciliter la réception des vivres par les bénéficiaires.
59. En raison des restrictions imposées par l'État sur la circulation du riz, le PAM collabore actuellement avec NaSaKa, organisme public chargé de la réglementation administrative et juridique de la zone frontalière de l'ERN, afin d'assouplir les modalités de transport des vivres aux entrepôts. Des négociations ont permis d'avoir recours à des transporteurs commerciaux.
60. Le PAM sera entièrement responsable du stockage, de la gestion et de la distribution des produits sur les sites des activités; toutefois, quatre membres du Ministère des secours et de la réinstallation seront associés à la gestion des entrepôts.
61. Le système de suivi des produits qui est actuellement mis en place dans la zone du projet permettra de suivre systématiquement les mouvements des vivres depuis leur origine jusqu'aux bénéficiaires et d'établir des rapports plus précis et ponctuels sur la réception et la distribution.
62. L'exécution directe d'une grande partie de l'opération nécessitant un grand nombre d'agents du PAM, des véhicules sont également indispensables pour assurer la mobilité de ces personnels sur le terrain. Les bateaux à moteur, les quatre-quatre, les motocyclettes et les bicyclettes sont tous largement utilisés à cette fin. Les frais d'entretien, de remplacement et d'exploitation de ces moyens de transport figurent dans le budget.

### Suivi et évaluation

63. Le PAM utilisera un système de suivi et d'évaluation axé sur les résultats pour évaluer la performance des activités par rapport aux objectifs définis. Ce système reposera sur la collecte de données de suivi quantitatives et qualitatives, ainsi que sur des évaluations du bien-fondé et de l'efficacité de l'aide fournie, par activité et par zone, à des échéances précises. Divers indicateurs de performance seront utilisés pour déterminer le succès relatif des activités par rapport aux objectifs (voir annexe V). Les données obtenues serviront à déterminer les problèmes, les difficultés et les ajustements nécessaires pour améliorer les décisions de gestion.
64. Les activités seront suivies et évaluées régulièrement par le personnel responsable du suivi au sein des diverses unités du projet. Des listes de contrôle et des formulaires de rapport normalisés serviront à recueillir les informations quantitatives. Toutes les données seront ventilées par sexe. Par ailleurs, une unité de suivi distincte, composée de quatre personnes (dont deux femmes), sera chargée du suivi périodique et thématique des activités pour lequel elle utilisera des méthodes participatives, telles que l'analyse des bénéficiaires





différenciée par sexe et les évaluations de la sécurité alimentaire des ménages; cette unité aidera également le personnel du projet pour les tâches de suivi ordinaires.

65. Une nouvelle base de données a été récemment créée pour faciliter la collecte et l'analyse des données de référence. Selon les recommandations du spécialiste de l'ACV présentées dans l'examen du programme de mars 2000, le PAM regroupe actuellement des séries de données de référence sur, entre autres, la couverture végétale, la répartition des cultures et les prix du marché. Ce système permettra de mieux utiliser les informations à des fins de ciblage, de suivi, d'analyse et de documentation.
66. Le PAM participera au système planifié de suivi et d'évaluation, qui servira à mesurer les résultats des diverses organisations participant à l'opération des Nations Unies menée en collaboration. Les résultats de cet effort de collaboration pourront être comparés par recoupement avec ceux du suivi du PAM, ce qui assurera l'impartialité et la validité du processus dans son ensemble. Lorsque cela sera possible, les données seront partagées avec d'autres organisations pour optimiser l'efficacité et la rentabilité.

### Mesures de sécurité

67. La situation actuelle en matière de sécurité dans l'ERN est relativement stable. Le gouvernement a mis en place un dispositif assez important pour maintenir constamment un niveau de sécurité satisfaisant.
68. Le bureau de terrain du PAM se situe dans un bâtiment qu'il partage avec le HCR et la possibilité de conserver cet arrangement pendant la durée de l'IPSR est à l'étude. Les organisations disposent d'un réseau radio à haute et très haute fréquences (HF et VHF), exploité par le Ministère de l'immigration et de la population.
69. Tous les personnels du PAM ont suivi une formation aux soins de première urgence et aux procédures de sécurité. Un grand nombre d'entre eux ont également reçu une formation les sensibilisant aux questions de sécurité; les autres seront formés pendant l'opération. Des sessions de recyclage seront organisées périodiquement à des fins de sensibilisation.

### Stratégie de retrait

70. La situation en matière de sécurité alimentaire devrait s'améliorer dans l'ERN grâce aux interventions du PAM et des autres organismes. Le PAM concentrera ses efforts sur le renforcement de la composante redressement et maintiendra ses activités de secours à un niveau minimum; toutefois, les résultats obtenus par l'IPSR sont subordonnés à l'évolution de la situation globale dans l'ERN.
71. Une attention particulière sera portée au renforcement des capacités afin que les organisations communautaires prennent la relève des activités initiées et/ou terminées, et que la continuité soit assurée.
72. Une évaluation de l'IPSR sera effectuée pour mesurer les résultats obtenus par rapport aux buts et objectifs définis. Les grands axes opérationnels et les orientations stratégiques de toute nouvelle intervention dans la région seront établis en fonction des résultats de cette évaluation.

### Dotation en personnel

73. Plus de 60 membres du personnel du PAM sont affectés aux bureaux de terrain pour exécuter le projet et assurer le suivi et l'évaluation périodiques des activités. En raison de la difficulté à trouver des ONG partenaires, le PAM a dû détacher un grand nombre



d'agents sur le terrain pour l'exécution et le suivi directs des activités au niveau local. L'importance de ces effectifs et les dépenses en résultant ont une forte incidence sur les coûts d'appui directs (CAD) et sur le pourcentage des CAD dans le budget total.

### Mécanisme d'intervention d'urgence

74. Le PAM est membre du Groupe de travail thématique des Nations Unies sur la planification préalable aux situations d'urgence, qui traite des questions de planification d'urgence à l'échelon national. Le bureau de pays a également élaboré un plan d'urgence spécifique pour l'ERN, prévoyant divers scénarios.
75. Le PAM a engagé des négociations avec l'Office du commerce des produits agricoles du Myanmar, son fournisseur actuel, pour que des vivres puissent être rapidement prélevés du dépôt régional en cas de situation d'urgence grave. Les autres questions opérationnelles, telles que la dotation en personnel, les communications, le matériel et/ou le financement, seraient coordonnées avec le bureau régional. En cas de crise mineure, les produits alimentaires pourraient être réaffectés rapidement d'une zone de projet à l'autre.
76. Le PAM a formé un groupe de travail sur l'atténuation des effets des catastrophes dans l'ERN dont l'objectif est double: élaborer un plan d'urgence coordonné et renforcer les capacités du personnel en matière d'atténuation des effets des catastrophes. Ce groupe comprend les institutions des Nations Unies, la Croix-Rouge et les ONG intervenant dans la région.

## INTRANTS NÉCESSAIRES

### Justification des rations et des produits alimentaires

77. Les rations distribuées dans le cadre des diverses activités ont été définies en fonction de la taille des familles, du régime alimentaire local, des besoins énergétiques journaliers, du type de bénéficiaires, des niveaux de consommation, des échanges de vivres, de la disponibilité d'aliments complémentaires, de la logistique et des prix du marché. Lors de l'examen du programme de mars 2000, le nutritionniste a estimé que la taille actuelle des rations était suffisante; il n'est donc pas nécessaire de la modifier pour le moment. Toutefois, la taille des rations sera revue périodiquement pendant toute la durée de la présente IPSR.
78. La ration des rapatriés est calculée en fonction de la consommation de riz par habitant au Myanmar, ce qui est justifié dans la mesure où le déficit alimentaire dans l'ERN concerne principalement la denrée de base, le riz dans ce cas, et non pas les aliments complémentaires.

## RECOMMANDATION

79. Il est recommandé que l'IPSR 10066.1 soit approuvée par le Conseil d'administration en faveur de 392 125 bénéficiaires par an, pour un coût total pour le PAM de 6,8 millions de dollars, y compris le coût des produits alimentaires pour le PAM qui s'élève à 3,3 millions de dollars.



## ANNEXE I

## VENTILATION DES COÛTS DU PROJET

	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne	Valeur (dollars)
<b>COÛTS POUR LE PAM</b>			
<b>A. Coûts opérationnels directs</b>			
Produits <sup>1</sup>			
Riz	19 800	170	3 366 000
<b>Total, produits</b>	<b>19 800</b>		<b>3 366 000</b>
TIEM		27	531 844
<b>Total, TTEM</b>			<b>531 844</b>
<b>Autres coûts opérationnels directs</b>			<b>573 450</b>
<b>Total, coûts opérationnels directs</b>			<b>4 471 294</b>
<b>B. Coûts d'appui directs (voir l'annexe II pour les détails)</b>			
<b>Total, coûts d'appui directs</b>			<b>1 873 775</b>
<b>C. Coûts d'appui indirects (7,8 pour cent du total des coûts directs)</b>			
<b>Total partiel, coûts d'appui indirects</b>			<b>494 915</b>
<b>COÛT TOTAL POUR LE PAM</b>			<b>6 839 984</b>

<sup>1</sup> Il s'agit là d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. La gamme précise de produits et les quantités effectives à fournir au projet comme à tous les projets assistés par le PAM peuvent varier au cours du temps en fonction des disponibilités du PAM et du marché intérieur des pays bénéficiaires.



**ANNEXE II****APPUI DIRECT NÉCESSAIRE (*dollars*)****Dépenses de personnel**

Administrateurs internationaux	858 800
Administrateurs nationaux	57 000
Personnel national des services généraux	96 000
Personnel temporaire	306 350
Consultants internationaux	39 000
Volontaires des Nations Unies	78 000
Dépenses de voyage du personnel envoyé en mission	120 000
Formation et perfectionnement du personnel	12 000
<b>Total partiel</b>	<b>1 567 150</b>

**Dépenses de bureau et autres dépenses récurrentes**

Location des locaux	21 500
Services collectifs	9 795
Fournitures de bureau	20 000
Communications et technologies de l'information	50 000
Réparation et entretien du matériel	6 930
Frais d'entretien et d'exploitation des véhicules	93 000
Autres dépenses de bureau	3 000
Services des organisations des Nations Unies	7 200
<b>Total partiel</b>	<b>211 425</b>

**Matériel et dépenses d'équipement**

Véhicules	70 700
Matériel TC/TI	22 000
Mobilier, outils et matériel	2 500
<b>Total partiel</b>	<b>95 200</b>

<b>TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS</b>	<b>1 873 775</b>
-------------------------------------	------------------



## ANNEXE III

## UNION DU MYANMAR—ASIE DU SUD-EST



Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



**ANNEXE IV****INDICATEURS DE PERFORMANCE****Généraux**

Nombre de bénéficiaires par sexe

Quantité de vivres distribués

Ration par bénéficiaire

**Objectif 1: Combler le déficit alimentaire**

- Produits alimentaires à disposition des ménages
- Consommation alimentaire journalière
- Diminution du nombre des familles bénéficiaires sollicitant des prêts durant la période de soudure

**Objectif 2: Accroître la productivité agricole**

- Superficie des nouvelles terres irriguées
- Accroissements brut et net de la production agricole
- Amélioration des offres d'emploi et de l'accès à la terre pour les paysans sans terre

**Objectif 3: Donner la possibilité d'acquérir et de conserver des actifs matériels et humains**

- Proportion filles - garçons dans le primaire
- Nombre de filles inscrites dans les écoles primaires
- Nombre de filles dont l'assiduité est de 75 pour cent
- Proportion nombre d'enseignants - élèves
- Nombre d'écoles prises en charge
- Pourcentage de personnes en formation, anciens bénéficiaires du programme Aide aux familles vulnérables
- Pourcentage de bénéficiaires formés engagés dans des activités rémunératrices

**Objectif 4: Rénover et améliorer l'infrastructure locale**

- Amélioration de l'accès aux marchés et de l'utilisation des services de base par les villageois
- Utilisation des routes d'accès villageoises par les écoliers durant la saison des pluies
- Quantité de produits alimentaires à disposition des ménages participants
- Pourcentage de femmes participant aux projets VCT
- Kilomètres de routes construites dans les villages et les communes



## BÉNÉFICIAIRES ET RATIONS

Rations nutritionnelles Type de bénéficiaire	Type de projet	Type de ration	Bénéficiaires de l'aide alimentaire	Produits	Tonnes	Ration (g/personne/jour)	Contenu nutritionnel		
							Kilocalories	Protéines (g)	Matières grasses (g)
Familles vulnérables	Secours	Individuelle	57 000	Riz	1 710	500	1 800	35	2,5
<b>Total partiel</b>			<b>57 000</b>		<b>1 710</b>				
							Ration		
							Ration kg/participant/jour	kg/participant/mois	
Rapatriés	Secours	Individuelle	5 000	Riz	750			25 (pendant 6 mois)	
Vivres pour la formation	Secours	Familiale	8 000	Riz	1 680	3,5			
Vivres pour l'éducation	Secours	Individuelle	105 000	Riz	9 450			15 (pendant 6 mois)	
Enseignants soutenus par le PAM	Secours	Familiale	1 250	Riz	750			100	
Vivres pour la création d'actifs	Redressement	Familiale	130 000	Riz	5 460	3,5			
<b>Total partiel</b>			<b>249 250</b>		<b>18 090</b>				
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>			<b>306 250</b>		<b>19 800</b>				

Note: D'après les données démographiques sur la taille des familles, les familles extrêmement vulnérables comptent en moyenne trois membres, tandis que les autres familles bénéficiaires en comptent cinq.



---

## LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
CAD	Coût d'appui direct
CARE	Société coopérative pour l'aide au monde entier
ERN	État de Rakhine Nord
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
PLA	Point de livraison avancé
PMA	Pays moins avancé
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
SCRM	Société de la Croix-Rouge du Myanmar
TIEM	Transport intérieur, entreposage et manutention
TTEM	Transport terrestre, entreposage et manutention
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
VCT	Vivres-contre-travail

